

Antoine Bristielle

Eau sous tension : les Français face aux défis hydriques de leurs territoires

Mars 2025

Institut
Terram | Penser,
innover,
agir pour
nos territoires

institut-terram.org





L'Institut Terram est un groupe de réflexion collégial et multidisciplinaire dédié à l'étude des territoires. Il fait de la dynamique territoriale un pilier central de l'innovation économique, industrielle et numérique, de la préservation de l'environnement et de la décarbonation, de l'accès aux services publics, de la valorisation du patrimoine culturel et de la cohésion sociale.

L'Institut Terram publie des rapports à caractère scientifique, réalise des enquêtes inédites à l'échelle des territoires, produit des podcasts et organise des débats, des séminaires et des ateliers dans toute la France. Par ses travaux, il contribue à revitaliser le débat public, facilite les échanges d'idées et est à l'initiative de recommandations concrètes au service de l'intérêt général. L'institut est un espace de discussion unique pour tous ceux qui s'intéressent au devenir des territoires.

Son expertise repose sur la diversité des acteurs et la synergie de compétences. Il réunit des chercheurs, des experts, des représentants d'entreprises, des fonctionnaires et des acteurs de la société civile.

L'Institut Terram est une association 1901 à but non lucratif. Il agit en toute indépendance et n'est affilié à aucun groupement de nature politique. Le soutien des entreprises et des particuliers permet le déploiement de ses activités.

Antoine Bristielle

Eau sous tension : les Français face aux défis hydriques de leurs territoires

Auteur

Antoine Bristielle

Antoine Bristielle est docteur en science politique, directeur France de l'ONG Project Tempo, directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation-Jean-Jaurès et président de la société d'études et de conseil Vasco. Il est spécialiste des questions d'opinion et de communication, en particulier sur les enjeux environnementaux. Il a récemment publié *Qui fait l'opinion ? Crises démocratiques et nouveaux médias* (Fayard, 2024).

Comité de relecture*

Rudy Farcy

Directeur de projet en stratégie chez Suez.

Denis Guibard

Directeur scientifique, académique et du développement durable de Terra Academia.

Xavier Leflaive

Économiste et sociologue, administrateur principal à la Direction de l'environnement de l'OCDE, enseignant à Sciences Po Paris.

Tristan Mathieu

Directeur affaires publiques, RSE et développement durable de Veolia Eau France.

Enquête réalisée avec



Mathieu Gallard (directeur de clientèle) – Pierre Latrille (chef de groupe).

* Les opinions exprimées dans cette étude n'engagent ni les membres du Comité de relecture ni les institutions qu'ils représentent.

Table des matières

Synthèse	6
-----------------------	---

Introduction

La crise de l'eau en France : entre invisibilisation et urgence	9
--	---

I

La crise de l'eau : une préoccupation tangible pour les Français	11
---	----

1. Du mythe de l'abondance à la réalité du stress hydrique	11
2. Une inquiétude à facettes multiples	14
3. Quand la crise de l'eau devient une réalité partagée	15

II

Les défis de l'information et de la pédagogie	17
--	----

1. Un déficit d'information face à la complexité des enjeux	17
2. Des représentations erronées de la répartition des usages	17
3. Entre perception et réalité : identification des sources de pollution	19

III

Gouvernance de l'eau, une exigence de proximité	20
--	----

1. Une demande de politiques hydriques mieux adaptées aux spécificités territoriales	20
2. Quel impact perçu des actions des acteurs publics et privés sur les territoires ?	21
3. Collectivités et entreprises de l'eau : un choix privilégié pour gérer la crise hydrique face à la défiance envers l'État	22

IV

Quelles réponses face à la crise de l'eau ?	24
--	----

1. Sur la gestion de la quantité d'eau : priorité à la réutilisation et à l'évolution des pratiques économiques	24
2. Sur la qualité de l'eau : priorité à la modernisation des infrastructures et à la réduction des polluants	25
3. Des Français prêts à agir, mais pas à n'importe quel prix	26

Conclusion

Une crise de l'eau multidimensionnelle et des réponses à adapter aux réalités territoriales	27
--	----

Synthèse

Eau sous tension : les Français face aux défis hydriques de leurs territoires

1. L'inquiétude des Français face à l'urgence hydrique

Longtemps perçu comme un enjeu lointain, le stress hydrique est désormais une source de préoccupation pour une majorité de citoyens : 58 % d'entre eux considèrent qu'il s'agit d'une réalité présente dans le pays, contre 28 % qui expriment un avis contraire et 14 % qui déclarent ne pas savoir.

Un clivage générationnel se dessine : 61 % des moins de 35 ans jugent le stress hydrique comme une urgence, soit 10 points de plus que les 60 ans et plus (51 %). Cette différence s'explique probablement par une exposition accrue des jeunes aux discours sur le changement climatique. En revanche, les générations ayant grandi dans un contexte d'abondance en eau semblent moins sensibilisées à cette question.

Au-delà du constat, l'eau devient une source d'angoisse : près de deux tiers des personnes interrogées (65 %) se déclarent préoccupées à propos des enjeux liés à l'eau, contre 35 % qui affichent une relative sérénité.

Dans un pays historiquement épargné, les Français ne considèrent plus l'eau comme un bien garanti : 72 % d'entre eux jugent que la qualité de l'eau potable se dégrade et 44 % estiment que l'accès à cette ressource devient un problème majeur.

La gestion des infrastructures hydrauliques est jugée sévèrement. Seuls 23 % des sondés estiment que leur état ne présente pas de risques majeurs. À l'inverse, 44 % des répondants craignent une augmentation des coûts pour financer les rénovations nécessaires, 37 % des fuites massives dans les réseaux de distribution, 29 % des rejets d'eaux usées non traitées, 28 % la qualité de l'eau potable comme insuffisante et 17 % une difficulté d'accès à l'eau pour certains usages privés (piscine, arrosage...).

2. La crise de l'eau, une réalité tangible

Pour beaucoup, la crise de l'eau n'est plus une abstraction mais un choc vécu. Au cours des cinq dernières années, dans leur commune :

- 29 % des personnes interrogées ont subi une coupure d'eau potable liée à une sécheresse ;
- 16 % ont été touchés par une inondation majeure ;

- 13 % ont été confrontées à une pollution de l'eau. Une analyse croisée de ces événements extrêmes – sécheresses, inondations et épisodes de pollution – met en évidence que plus d'un quart des Français (27 %) ont fait face à au moins l'une de ces trois catastrophes.

Sécheresses, inondations, pollution : la crise de l'eau est perçue comme multidimensionnelle.

L'analyse des perceptions françaises face à la crise de l'eau révèle une inquiétude complexe, intégrant des aspects environnementaux, économiques, sociaux et sanitaires :

- 54 % des Français s'inquiètent de la dégradation de la qualité de l'eau ;
- 48 % des sécheresses de plus en plus longues ;
- 39 % des risques d'inondations ;
- 33 % de la hausse du prix de l'eau ;
- 26 % des conflits d'usage entre l'agriculture, l'industrie et les besoins domestiques.

3. Qui s'inquiète le plus ?

Deux facteurs alimentent particulièrement l'inquiétude :

- l'expérience des catastrophes hydriques : les individus ayant été confrontés à des catastrophes hydriques dans leur commune au cours des cinq dernières années affichent un niveau d'inquiétude significativement plus élevé ;
- l'orientation politique : les sympathisants d'EELV (76 %), de LFI (75 %) et du PS (70 %) se montrent plus préoccupés que ceux du RN (63 %), des Républicains (59 %) et de Renaissance (58 %).

Les spécificités géographiques jouent un rôle déterminant. En Occitanie (62 % des habitants de la région), Provence-Alpes-Côte d'Azur (60 %) et Corse (60 %), la sécheresse apparaît comme la menace principale. À l'inverse, en Normandie (68 %) et dans les Hauts-de-France (67 %), les préoccupations se concentrent davantage sur les risques d'inondation. En Auvergne-Rhône-Alpes, la réduction de l'enneigement est une source d'inquiétude majeure pour 42 % des habitants, témoignant de l'importance des ressources hydriques liées aux glaciers et aux précipitations hivernales.

4. Un manque d'information

Il ne s'agit pas d'un manque d'intérêt, mais plutôt d'une difficulté légitime à appréhender un sujet aussi technique que complexe. Plus de la moitié des répondants (57 %) déclarent être mal informés sur la gestion des ressources en eau dans leur région, et seuls 5 % se considèrent comme « très bien informés ».

Au-delà du sentiment d'information, les données confirment une méconnaissance de la répartition des usages de l'eau en France. Les réponses montrent une sous-estimation du poids de l'agriculture (37 % en moyenne contre 58 % en réalité) et une surestimation du rôle de l'industrie (34 % contre 4 % en réalité). Dans une moindre mesure, les usages domestiques sont également surestimés (30 % contre 26 % en réalité).

La pollution de l'eau soulève des interrogations sur la répartition de ses origines entre les différents acteurs et sur la perception qu'en ont les citoyens.

Lorsqu'il s'agit d'identifier les principales causes, 54 % des personnes interrogées pointent les rejets industriels non traités, notamment les substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS), et 52 % l'agriculture intensive, en raison des nitrates et pesticides contaminant les eaux. Les autres formes de pollution existantes sont moins fréquemment citées.

5. L'eau, une question stratégique pour les territoires

Une forte majorité de Français perçoit des disparités territoriales dans l'accès et la gestion de l'eau. Trois répondants sur quatre (74 %) estiment que « dans certains territoires comme les zones rurales ou montagneuses, les infrastructures d'accès aux ressources en eau sont moins développées et moins entretenues qu'ailleurs ».

Une demande d'adaptation des politiques publiques aux spécificités locales émerge : 51 % des sondés souhaitent que les solutions soient « adaptées aux spécificités locales des territoires », tandis que 29 % défendent une « approche uniforme sur l'ensemble du territoire afin d'assurer une égalité de traitement des citoyens ». Un cinquième des personnes interrogées (20 %) déclare « ne pas savoir ».

6. Les Français plébiscitent les collectivités locales et les entreprises de l'eau

Les citoyens identifient les collectivités locales comme les acteurs les plus légitimes pour gérer l'eau (29 %), devant l'État (22 %) et les entreprises du secteur de l'eau (17 %).

Mais la confiance dans ces institutions et organisations varie fortement : les collectivités locales (71 % de confiance) sont en tête, les associations citoyennes (64 %) et les entreprises de l'eau (60 %) sont également bien perçues, mais l'État (36 %) et l'Union européenne (35 %) souffrent d'un déficit de crédibilité.

7. Quelles solutions envisagées ?

En ce qui concerne le fait d'agir sur la quantité d'eau disponible, les mesures les plus soutenues sont les suivantes :

- réutiliser les eaux usées (33 %) ;
- encourager une agriculture plus économe (18 %) ;
- réduire la consommation industrielle (14 %) ;
- moduler les tarifs pour réduire les consommations excessives (10 %) ;
- généraliser les compteurs individuels pour inciter à économiser (9 %) ;
- construire de nouveaux barrages ou retenues d'eau (9 %) ;
- optimiser les consommations *via* le télélevé des compteurs (7 %).

En ce qui concerne le fait d'agir sur la qualité de l'eau :

- moderniser les stations de traitement (38 %) ;
- limiter les polluants industriels dès la production grâce à l'écoconception (33 %) ;
- développer l'agriculture bio autour des captages (17 %) ;
- soutenir l'équipement des ménages en systèmes de filtration à domicile (12 %).

8. Prêts à agir, mais pas seuls

Huit répondants sur dix déclarent être prêts à réduire leur consommation domestique (80 %) et se disent disposés à accepter des restrictions strictes d'usage en période de stress hydrique (82 %).

Toutefois, si les Français se disent prêts à modifier leurs comportements, ils refusent que l'effort pèse exclusivement sur eux, en particulier sur leur portefeuille. Si une majorité des 18-24 ans (57 %) est favorable à une hausse tarifaire pour améliorer la ressource, seuls 32 % des 60 ans et plus y adhèrent. Dès lors, les politiques publiques devront arbitrer entre incitations économiques, investissements massifs dans les infrastructures et régulation plus stricte des acteurs économiques pour répondre à cette crise.



Cours d'eau asséché en Bourgogne-Franche-Comté.

Source : © iStock

Introduction

La crise de l'eau en France : entre invisibilisation et urgence

L'eau, ressource vitale et structurante des écosystèmes, est au centre d'une crise multidimensionnelle : environnementale, économique, sociétale, sanitaire... En France, les tensions liées à l'accès, à la qualité et à la gestion de l'eau se sont exacerbées sous l'effet combiné d'une mauvaise gestion de la ressource, du changement climatique, de l'urbanisation croissante, de l'évolution des pratiques d'aménagement des sols et de ses usages concurrents. La multiplication des épisodes de sécheresse prolongée, l'intensification des inondations et la dégradation de la qualité de l'eau dans de nombreux territoires sont autant de signaux d'alerte attestant de la pression exercée sur le cycle hydrologique. Par ailleurs, les conflits d'usage, parfois marqués par des confrontations violentes, comme en témoigne le cas de Sainte-Soline, illustrent la sensibilité des enjeux liés au partage de la ressource.

Malgré l'évidence de ces manifestations, l'eau peine encore à occuper une place centrale dans le débat public. Ce paradoxe interroge : pourquoi une ressource aussi fondamentale pour le fonctionnement des sociétés humaines paraît-elle reléguée au second plan des priorités politiques et médiatiques ?

Cette invisibilisation relative s'explique en partie par la perception différée du problème : contrairement à d'autres sujets environnementaux plus spectaculaires, tels que les incendies de forêt ou les tempêtes, la raréfaction et la pollution de l'eau progressent de manière plus insidieuse. De surcroît, la fragmentation des discours, la complexité de la gouvernance, l'absence d'une pédagogie adaptée et la difficulté à représenter concrètement les risques et les solutions contribuent à maintenir la crise hydrique dans une relative marginalité.

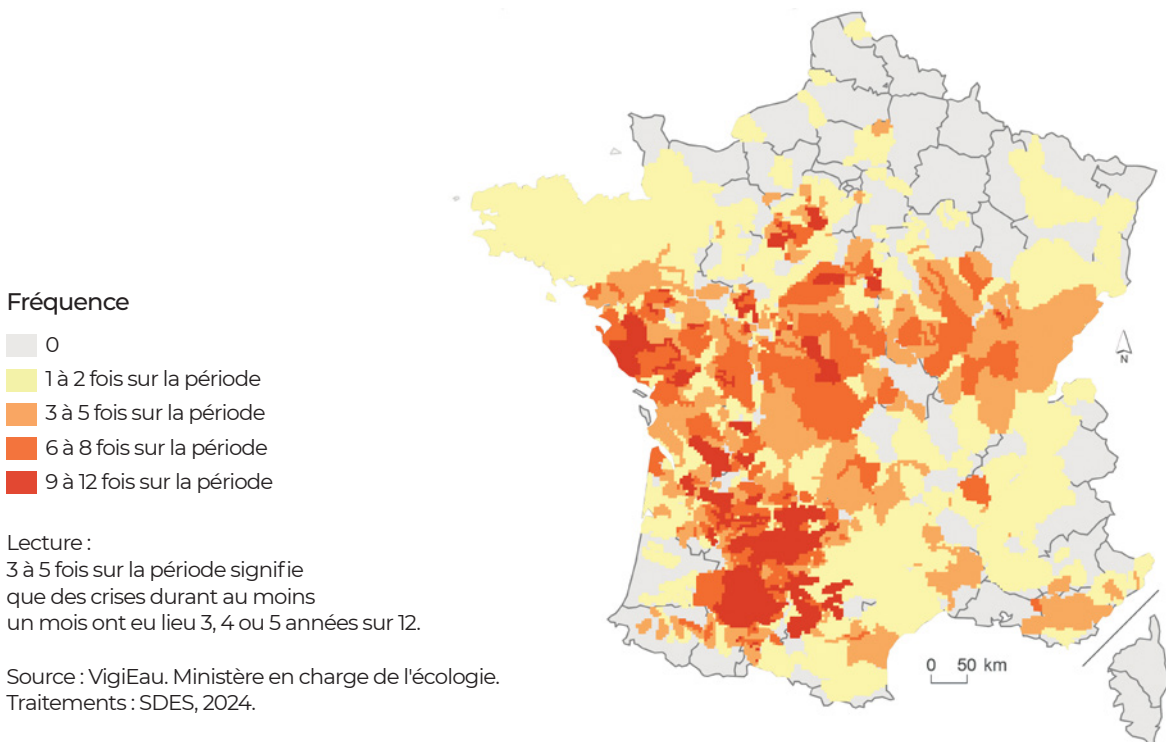
Dans le même temps, les dynamiques politiques récentes révèlent une évolution ambivalente des préoccupations environnementales dans les sociétés occidentales. D'un côté, les mobilisations autour du climat et de la biodiversité ont gagné en intensité, témoignant d'une prise de conscience accrue des défis écologiques. De l'autre, certains observateurs évoquent l'hypothèse d'un « backlash écologique ¹ », caractérisé par une forme de lassitude vis-à-vis des injonctions environnementales, voire une montée du scepticisme climatique. Cette hypothèse s'applique-t-elle à la perception de la crise de l'eau en France ? L'attention portée à cette problématique s'amenuise-t-elle réellement ou, au contraire, assiste-t-on à une prise de conscience croissante face aux menaces qui pèsent sur la ressource ?

1. Voir par exemple Manon Loisel et Nicolas Rio, *Le Backlash écologique qui vient : réflexions sur les municipales 2026*, lagrandeconversation.com, 3 mars 2025.

La complexité de ces interrogations nécessite une approche analytique rigoureuse, mobilisant des outils méthodologiques permettant d'examiner finement les représentations et les attitudes des citoyens. Les inquiétudes relatives à l'eau s'avèrent plurielles et imbriquées : qualité de l'eau potable, accès à la ressource, augmentation des catastrophes naturelles ou encore inégalités territoriales. Ces préoccupations sont façonnées par divers facteurs, notamment l'expérience individuelle des citoyens face aux tensions hydriques, la vulnérabilité différenciée des territoires, ainsi que des clivages

socio-économiques, générationnels et politiques. L'analyse des dynamiques de confiance à l'égard des acteurs de la gestion de l'eau – État, Union européenne, collectivités locales, entreprises (publiques ou privées), associations et citoyens – constitue également un axe clé pour comprendre les adhésions et les résistances aux politiques publiques en la matière. En identifiant les obstacles rencontrés et le degré d'acceptabilité de différentes mesures, cette étude s'attache à éclairer les attentes des Français en matière de gouvernance et d'action publique autour de l'eau.

Fréquence des épisodes annuels de restriction de niveau « crise » des usages de l'eau superficielle d'une durée de plus d'un mois sur la période 2012-2023



Méthodologie de l'enquête

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon représentatif de 5 000 Français âgés de 18 ans et plus. La représentativité a été assurée par la méthode des quotas, prenant en compte le genre, l'âge, la catégorie socioprofessionnelle et la région de résidence. Le questionnaire a été administré en ligne *via* le panel Ipsos « Interactive Survey » du 24 au 29 janvier 2025. Grâce à cet échantillon de grande ampleur, les résultats bénéficient d'une robustesse statistique permettant

une analyse fine des perceptions selon les profils sociodémographiques et politiques. L'étude met un accent particulier sur les disparités territoriales car les défis liés à l'eau varient selon les régions : certaines font face à une raréfaction de la ressource, tandis que d'autres sont touchées par des inondations ou des pollutions, et parfois même ces phénomènes finissent par se succéder sur un même territoire.

I. La crise de l'eau : une préoccupation tangible pour les Français

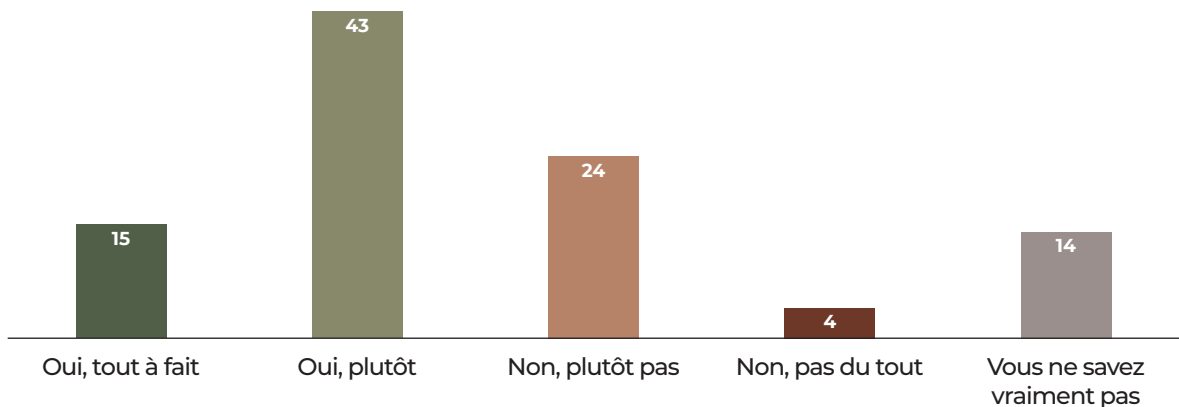
1. Du mythe de l'abondance à la réalité du stress hydrique

L'analyse des données met en évidence une prise de conscience marquée des Français quant à la crise de l'eau. Contrairement à l'idée d'un problème lointain ou circonscrit à d'autres régions du monde, une majorité des répondants estime que la situation est déjà critique. À la question : « Pensez-vous que le stress hydrique est déjà une réalité en France ? », 58 % des personnes interrogées répondent par l'affirmative, contre 28 % qui expriment un avis contraire et 14 % qui déclarent

ne pas savoir. Cette perception traverse globalement les catégories socio-économiques, bien qu'un effet générationnel se dessine. En effet, 61 % des moins de 35 ans jugent le stress hydrique comme une urgence, soit 10 points de plus que les 60 ans et plus (51 %). Cette divergence suggère une sensibilité accrue des jeunes à cette problématique de l'eau, probablement renforcée par une plus grande exposition aux discours sur le changement climatique et à ses manifestations concrètes. À l'inverse, les générations ayant évolué dans un contexte où l'eau était perçue comme une ressource abondante semblent moins alertées sur le sujet.

Graphique 1. Le stress hydrique en France : une réalité déjà perçue par une majorité de Français (en %)

Question : « Le "stress hydrique" est une situation où la demande en eau de la part des consommateurs et des entreprises dépasse la ressource disponible dans un territoire. Pensez-vous que le stress hydrique est déjà une réalité en France ? »



© Institut Terram, mars 2025

Si l'existence du stress hydrique est partagée, son ampleur géographique demeure sujette à débat. Parmi ceux qui estiment que « le stress hydrique est déjà une réalité en France », 51 % estiment qu'il touche certaines régions seulement, tandis que 49 % considèrent que l'ensemble du territoire est concerné.

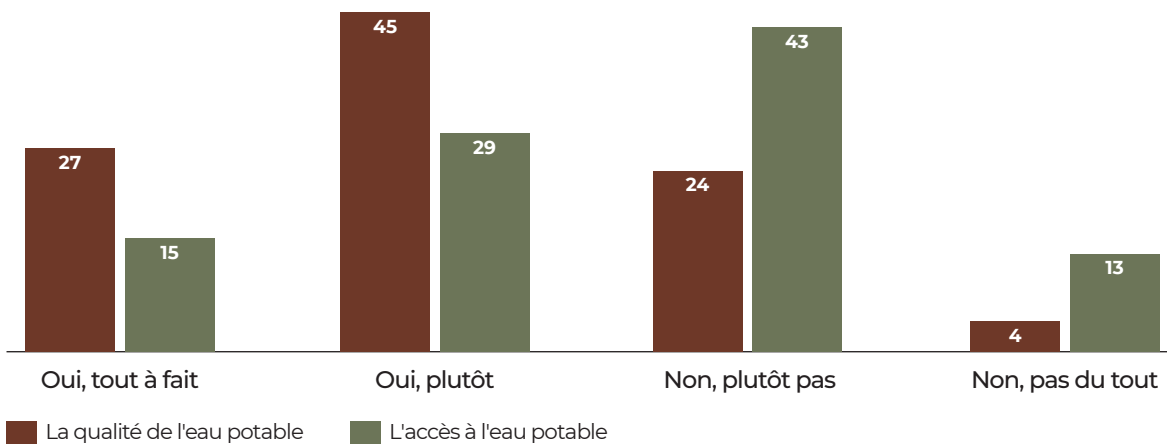
Cette divergence reflète la complexité du problème, où l'impact de la raréfaction de l'eau varie selon les spécificités climatiques, les infrastructures en place et les stratégies de gestion et d'anticipation des risques mises en œuvre par les acteurs locaux.

Au-delà du constat, la question de l'eau constitue une source d'inquiétude parmi la population. Près des deux tiers des personnes interrogées (65 %) se déclarent préoccupées à propos des enjeux liés à l'eau, dont 50 % « plutôt inquiets » et 15 % « très inquiets ». À l'opposé, 35 % affichent une relative sérénité (32 % « peu inquiets » et 3 % « pas inquiets du tout »).

L'intensité de cette inquiétude varie selon les aspects étudiés : 72 % des sondés jugent que la qualité de l'eau potable se dégrade et 44 % perçoivent l'accès à cette ressource comme un problème grandissant ². Ce dernier chiffre traduit un changement de paradigme : dans un pays longtemps habitué à une disponibilité considérée comme illimitée de l'eau, la sécurité hydrique n'est plus vue comme un acquis universel pour près d'un Français sur deux.

Graphique 2. Perception des difficultés liées à la qualité et à l'accès de l'eau potable (en%)

Question : « Avez-vous le sentiment qu'il y a en France de plus en plus de difficultés sur chacun des enjeux suivants ? »



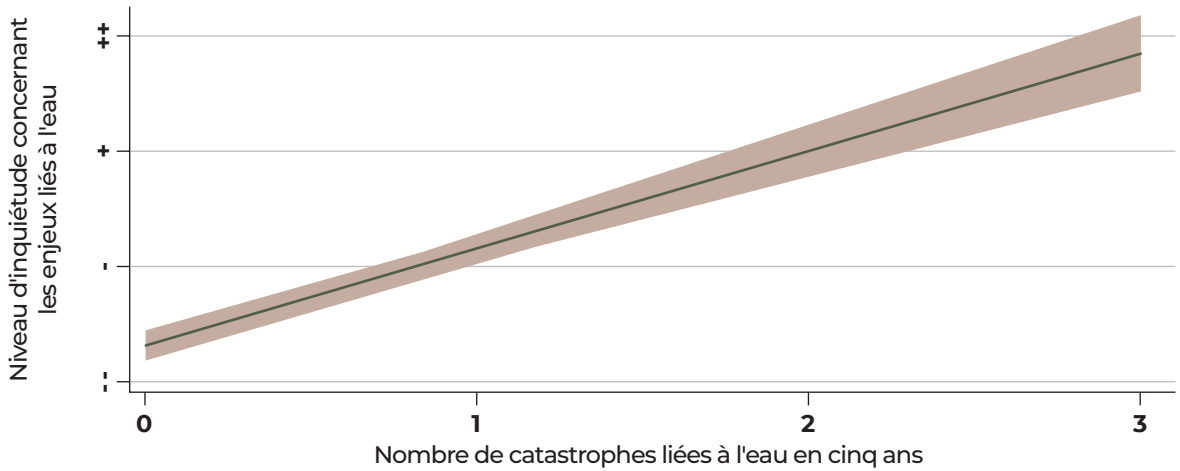
© Institut Terram, mars 2025

Afin d'identifier les déterminants de cette inquiétude, une analyse statistique a été réalisée à l'aide d'un modèle de régression linéaire. Cette approche permet d'isoler les variables explicatives les plus influentes parmi un ensemble de facteurs sociodémographiques et contextuels : genre, âge, région de résidence, type d'urbanisation, niveau d'éducation, catégorie socioprofessionnelle, orientation politique et exposition aux catastrophes hydriques récentes. Les résultats mettent en lumière deux variables particulièrement déterminantes :

- l'exposition aux catastrophes hydriques : les individus ayant été confrontés à des catastrophes hydriques au cours des cinq dernières années affichent un niveau d'inquiétude significativement plus élevé ;
- l'orientation politique : la sensibilité aux enjeux de l'eau varie selon les affiliations partisanes. Les sympathisants d'Europe Écologie-Les Verts (EELV, 76 %), de La France insoumise (LFI, 75 %) et du Parti socialiste (PS, 70 %) se montrent plus préoccupés que ceux du Rassemblement national (RN, 63 %), des Républicains (59 %) et de Renaissance (58 %).

2. Sur le sujet, voir l'étude du Centre d'information sur l'eau (CIEau) réalisée par Kantar, *Les Français et l'eau. Enquête nationale et focus régional. 28^e édition*, 11 février 2025.

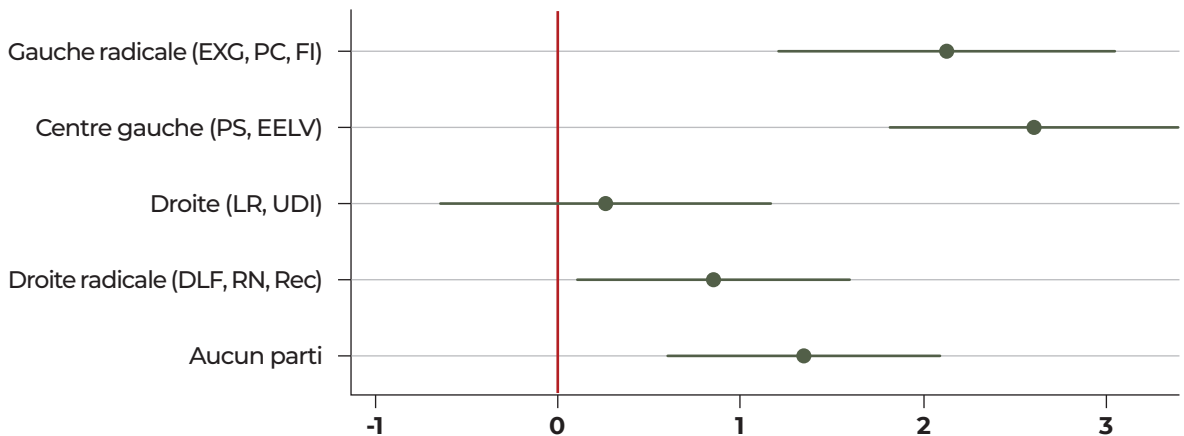
Graphique 3. Impact de l'exposition aux catastrophes hydriques sur le niveau d'inquiétude face aux enjeux de l'eau



© Institut Terram, mars 2025

Lecture : ce graphique montre une corrélation positive entre l'exposition aux catastrophes hydriques et le niveau d'inquiétude face aux enjeux de l'eau. La courbe ascendante suggère que plus une population est exposée à des catastrophes hydriques, plus son niveau d'inquiétude face aux problématiques de l'eau augmente.

Graphique 4. Impact de la proximité partisane sur le niveau d'inquiétude face aux enjeux de l'eau



© Institut Terram, mars 2025

Lecture : par rapport aux Français se déclarant proches du bloc central (Renaissance, MoDem, Horizons), ceux affiliés aux partis de gauche expriment une plus grande inquiétude face aux enjeux liés à l'eau. Lorsque la barre horizontale coupe l'axe vertical en zéro, le résultat n'est pas statistiquement significatif – les écarts observés sont marginaux et ne permettent pas de tirer de conclusions solides.

2. Une inquiétude à facettes multiples

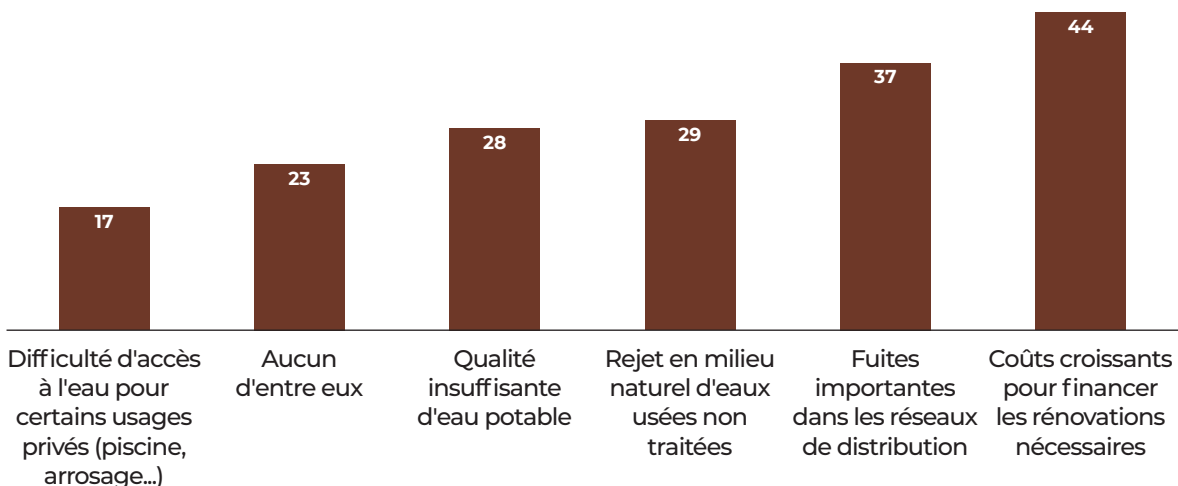
L'analyse des perceptions françaises face à la crise de l'eau révèle une inquiétude complexe, intégrant des aspects environnementaux, économiques, sociaux et sanitaires. Quand nous posons la question : « À votre avis, quels sont les aspects les plus inquiétants de la crise de l'eau en France ? », si l'on considère le total des réponses, les sondés placent en tête la dégradation de la qualité de l'eau (54 %), suivie des sécheresses prolongées (48 %), des inondations (39 %), de l'augmentation du prix de l'eau pour les consommateurs (33 %) et des conflits d'usage entre l'agriculture, l'industrie et les besoins domestiques (26 %). Cette hiérarchisation, relativement homogène, illustre une compréhension des interconnexions entre les usages de l'eau et

leurs conséquences sur la disponibilité et la qualité de la ressource, où les déséquilibres écologiques et les contraintes socio-économiques se renforcent mutuellement.

Cette inquiétude se manifeste également dans l'évaluation des infrastructures de gestion de l'eau – usines de traitement, réservoirs, canalisations – qui constituent un enjeu central dans la gestion durable de cette ressource. Seuls 23 % des sondés estiment que leur état ne présente pas de risques majeurs. À l'inverse, 44 % des répondants craignent une augmentation des coûts pour financer les réparations nécessaires, 37 % des fuites massives dans les réseaux de distribution, 29 % des rejets d'eaux usées non traitées, 28 % la qualité de l'eau potable comme insuffisante et 17 % une difficulté d'accès à l'eau pour certains usages privés (piscine, arrosage...).

Graphique 5. Infrastructures de l'eau : des Français préoccupés par leur dégradation (en %)

Question : « Les infrastructures de gestion de l'eau en France (usines de traitement, réservoirs, canalisations...) sont parfois vieillissantes et inadaptées aux usages actuels. Quels impacts percevez-vous là où vous habitez ? (plusieurs réponses possibles) »



© Institut Terram, mars 2025

Note : les personnes interrogées avaient la possibilité de choisir plusieurs réponses. L'analyse des résultats repose sur le total de ces réponses.

L'eau s'inscrit par ailleurs dans une réflexion plus large sur les évolutions climatiques, renforçant la perception d'un risque systémique. Une majorité des Français anticipe une augmentation de la fréquence des inondations (58 %), une détérioration des nappes phréatiques et des cours d'eau due au réchauffement

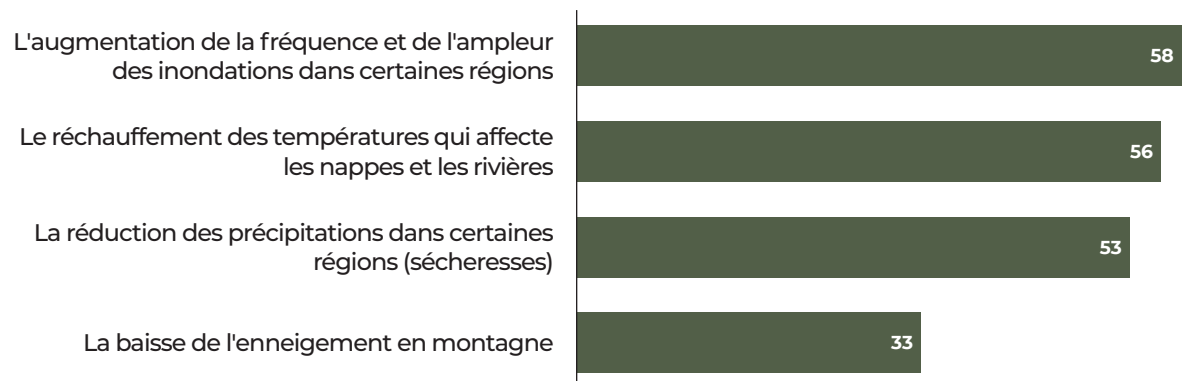
climatique (56 %) et une recrudescence des épisodes de sécheresse (53 %). De plus, un tiers des sondés (33 %) se soucient de la baisse de l'enneigement en montagne, soulignant les impacts du changement climatique sur la disponibilité future des ressources en eau.

Ces perceptions varient fortement selon les spécificités géographiques des territoires. En Occitanie (62 % des habitants de la région), Provence-Alpes-Côte d'Azur (60 %) et Corse (60 %), la sécheresse apparaît comme la menace principale. À l'inverse, en Normandie (68 %) et dans les Hauts-de-France (67 %), les préoccupations se concentrent davantage sur les risques d'inondation.

En Auvergne-Rhône-Alpes, la réduction de l'enneigement est une source d'inquiétude majeure pour 42 % des habitants, témoignant de l'importance des ressources hydriques liées aux glaciers et aux précipitations hivernales. Cette hétérogénéité territoriale met en lumière la nécessité d'adapter les politiques publiques en fonction des réalités locales pour garantir une gestion efficace et durable de l'eau.

Graphique 6. Comment les Français perçoivent les impacts du changement climatique sur les ressources en eau (en %)

Question : « Les changements climatiques contribuent à une réorganisation de la disponibilité en eau sur le territoire. Parmi les phénomènes climatiques suivants liés à l'eau, lesquels vous préoccupent le plus ? En premier ? Et en deuxième ? »



© Institut Terram, mars 2025

Note : les personnes interrogées ont été invitées à identifier leurs principales préoccupations parmi six options proposées. Elles devaient en sélectionner deux et les classer par ordre de priorité, en désignant une première et une seconde préoccupation. L'analyse des résultats repose sur le total des réponses attribuées à ces deux premiers choix.

3. Quand la crise de l'eau devient une réalité partagée

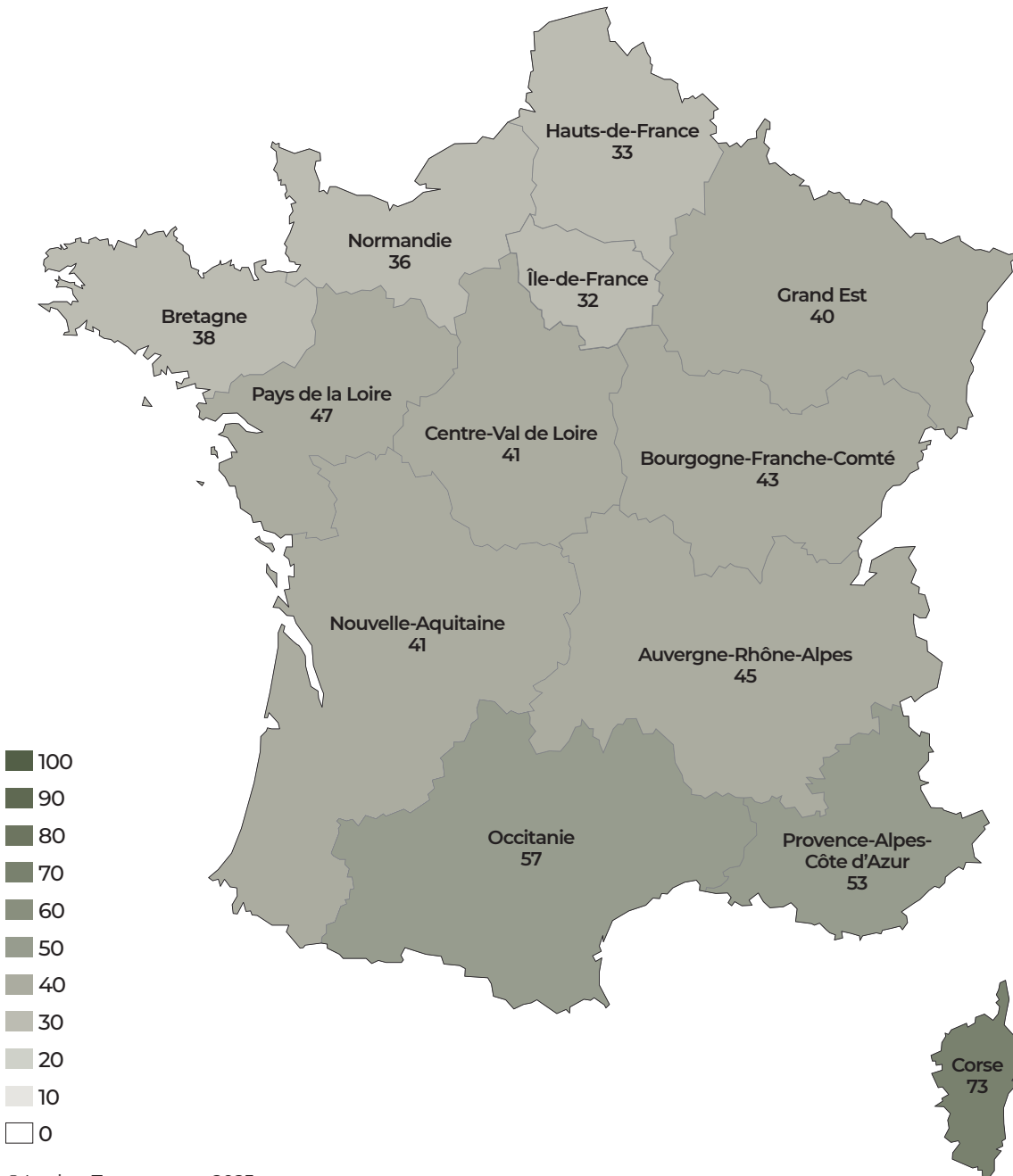
La crise de l'eau ne se limite pas à une préoccupation théorique : pour une part significative de la population, elle est une réalité tangible aux conséquences directes sur leur quotidien. Parmi les personnes interrogées, 29 % ont subi un épisode de sécheresse compromettant la distribution d'eau potable dans leur commune au cours des cinq dernières années, 16 % ont été affectés par une inondation majeure et 13 % ont été confrontés à une pollution rendant l'eau impropre à la consommation. Une analyse croisée de ces événements extrêmes – sécheresses, inondations et épisodes de pollution – met en évidence que plus

d'un quart des Français (27 %) ont fait face à au moins l'une de ces trois catastrophes dans leur commune au cours des cinq dernières années, 10 % en ont subi deux et 4 % ont été affectés par les trois. Six répondants sur dix (59 %) déclarent n'avoir été touchés par aucun de ces phénomènes.

La typologie du territoire constitue un facteur déterminant dans cette vulnérabilité. Les habitants des zones rurales et périurbaines se disent plus exposés aux crises hydriques (46 %) que ceux des espaces urbains (36 %), souvent en raison d'un accès plus limité aux infrastructures de gestion de l'eau et d'une plus grande dépendance aux ressources locales.

Carte 1. Proportion de la population de chaque région dont la commune a subi au moins une catastrophe liée à l'eau lors des cinq dernières années (en %)

Question : « *Votre commune a-t-elle subi chacun des éléments suivants au cours des dernières années ? (une inondation importante, un épisode de sécheresse important affectant la distribution d'eau courante ou un épisode de pollution ou de contamination rendant l'eau courante impropre à la consommation) »*



II. Les défis de l'information et de la pédagogie

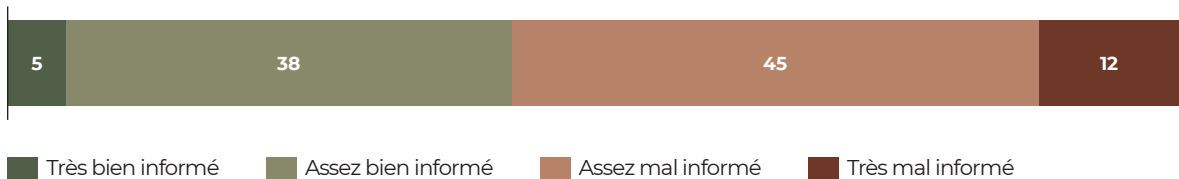
1. Un déficit d'information face à la complexité des enjeux

Les données font état d'un déficit d'information sur les enjeux de l'eau. Il ne s'agit pas d'un simple manque d'intérêt, mais plutôt d'une difficulté légitime à appréhender un sujet aussi technique que complexe. Plus de la moitié des répondants (57 %) déclarent être

mal informés sur la gestion des ressources en eau dans leur région, et seuls 5 % se considèrent comme « très bien informés ». Ce déficit d'information pose un défi de sensibilisation, car une meilleure compréhension des enjeux hydriques est essentielle pour encourager des comportements responsables et favoriser l'adhésion aux politiques publiques en faveur de la préservation de l'eau.

Graphique 7. Un déficit d'information sur la gestion des ressources en eau (en %)

Question : « À propos de la gestion des ressources en eau dans votre région, diriez-vous que vous êtes... ? »



© Institut Terram, mars 2025

Le fait d'avoir subi une catastrophe naturelle liée à l'eau est corrélé à une meilleure connaissance des ressources en eau locales. Ainsi, 55 % des personnes interrogées habitant dans une commune ayant subi un épisode de pollution de l'eau se disent bien informés, soit 12 points de plus que ceux n'en ayant pas subi (43 %). Ce phénomène s'explique par un effet bien documenté en psychologie environnementale : l'expérience directe des risques accroît l'attention portée au sujet et stimule la recherche d'informations. En d'autres termes, l'inquiétude concrète favorise l'appropriation du problème, ce qui souligne l'importance de la sensibilisation avant que les crises ne surviennent.

2. Des représentations erronées de la répartition des usages

Au-delà du sentiment d'information, les données confirment une méconnaissance de la répartition des usages de l'eau en France. Lorsqu'on interroge les citoyens sur la consommation d'eau par secteur, leurs estimations sont souvent éloignées des chiffres réels, traduisant des biais de perception susceptibles d'influencer leur compréhension des responsabilités en matière de gestion hydrique. En réalité, la consommation d'eau en France se répartit comme suit :

- l'agriculture représente 58 % de la consommation totale ;
- les usages domestiques comptent pour 26 % ;
- l'énergie consomme 12 % ;
- l'industrie utilise 4 %.

Or les réponses des personnes interrogées montrent une sous-estimation du poids de l'agriculture (37 % en moyenne contre 58 % en réalité) et une surestimation du rôle de l'industrie (34 % contre 4 % en réalité). Dans une moindre mesure, les usages domestiques sont également surestimés (30 % contre 26 % en réalité).

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer ces écarts. Tout d'abord, la distinction entre prélèvement et consommation effective, pourtant essentielle, est souvent mal comprise. En effet, l'eau est d'abord physiquement prélevée par les acteurs économiques mais peut être partiellement restituée au milieu naturel. Ainsi, la consommation réelle correspond à la différence entre les volumes prélevés et les volumes finalement restitués. Les prélèvements d'eau se répartissent ainsi : 51 % pour le refroidissement des centrales électriques, 16 % pour l'alimentation des canaux, 16 % pour le réseau d'eau potable, et respectivement 9 % et 8 % pour l'agriculture et l'industrie. L'opinion publique tend ainsi à sous-estimer la consommation agricole, notamment parce que les prélèvements visibles de ce secteur sont relativement faibles comparés aux autres usages. À l'inverse, la consommation de l'industrie est fréquemment surestimée : celle-ci est souvent perçue globalement comme une grande consommatrice d'eau en raison de sa présence le long des cours d'eau et de son association à la production énergétique ou manufacturière, sans nécessairement prendre en compte la restitution partielle des eaux utilisées.

D'autre part, dans le débat public, l'industrie est fréquemment associée aux questions environnementales, ce qui tend à exagérer son rôle dans la consommation d'eau. La médiatisation des problématiques liées aux industries (pollution des rivières, contamination par des substances chimiques telles que les per- et polyfluoroalkylées, plus connues sous le nom de PFAS) renforce cette impression. Par ailleurs, l'agriculture, bien que fortement consommatrice d'eau, bénéficie d'un biais inverse. Elle est souvent perçue comme un secteur victime du stress hydrique, notamment en période de sécheresse, et non comme un acteur majeur de la consommation d'eau. L'image de l'agriculture comme une activité « naturelle » et indispensable à la sécurité alimentaire atténue également la perception de son impact sur les ressources hydriques.

Le déficit de connaissance et les erreurs de perception observés soulignent un enjeu clé : mieux informer la population pour favoriser une compréhension juste et équilibrée des défis liés à l'eau, de leurs causes et des solutions adaptées. Une information plus claire et accessible permettrait d'orienter plus efficacement les débats publics et les choix politiques qui en résultent, en évitant que des décisions soient prises sur la base de représentations erronées.

“

Les données font état d'un déficit d'information sur les enjeux de l'eau. Il ne s'agit pas d'un simple manque d'intérêt, mais plutôt d'une difficulté légitime à appréhender un sujet aussi technique que complexe. Plus de la moitié des répondants (57 %) déclarent être "mal informés" sur la gestion des ressources en eau dans leur région, et seuls 5 % se considèrent comme "très bien informés".

”

3. Entre perception et réalité : identification des sources de pollution

La pollution de l'eau soulève des interrogations sur la répartition de ses origines entre les différents acteurs et sur la perception qu'en ont les citoyens. La dégradation de sa qualité s'accroît sous l'effet combiné des activités humaines, amplifiées par les effets du changement climatique.

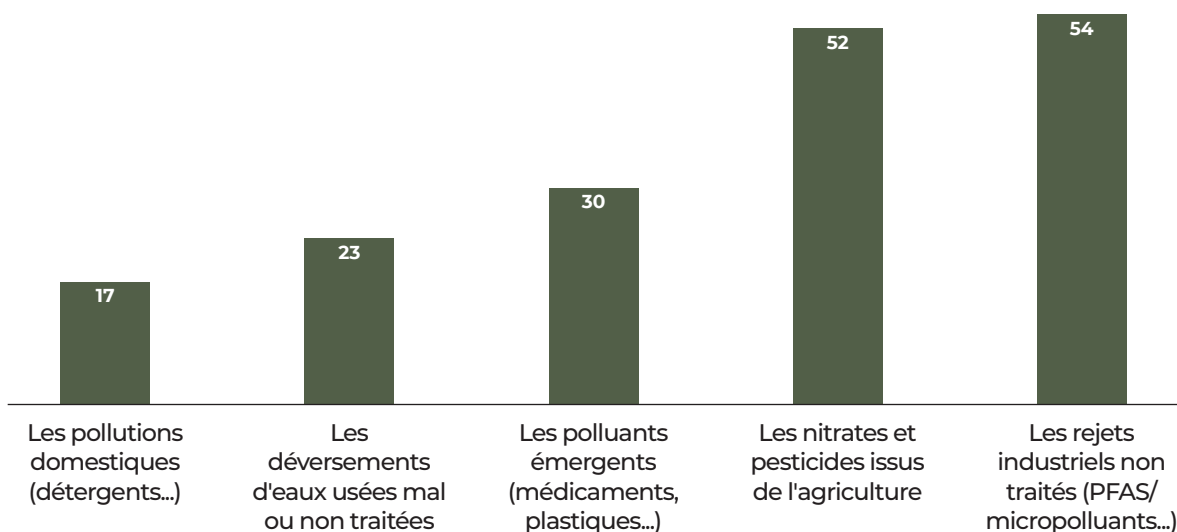
Lorsqu'il s'agit d'identifier les principales causes de la pollution de l'eau, deux secteurs sont particulièrement mis en cause par l'opinion : l'industrie et l'agriculture. Ainsi, 54 % des répondants estiment que les rejets industriels non traités, notamment les PFAS, et autres micropolluants chimiques sont les principaux responsables de la dégradation des ressources hydriques. Historiquement, l'industrialisation a conduit à une augmentation des rejets chimiques

complexes, notamment des métaux lourds, des hydrocarbures et des solvants organiques, dont l'élimination reste un défi majeur. De manière quasi équivalente, 52 % des personnes interrogées désignent l'agriculture intensive, en raison de l'usage de nitrates et de pesticides qui impactent les eaux de surface et souterraines.

D'autres formes de pollution existantes sont moins fréquemment citées. Ainsi, 30 % des sondés mentionnent les polluants émergents, tels que les résidus médicamenteux et les microplastiques, dont l'élimination par les stations d'épuration constitue un enjeu technologique. Près d'un quart des répondants (23 %) considère que les déversements d'eaux usées non traitées contribuent à la contamination des milieux aquatiques. Enfin, 17 % pointent du doigt les pollutions domestiques, illustrant une prise de conscience, bien qu'encore marginale, du rôle que peuvent jouer les comportements individuels dans la préservation de la qualité de l'eau.

Graphique 8. Les principaux polluants affectant les ressources en eau selon les Français (en%)

Question : « La pollution des ressources en eau est une problématique majeure en France. Selon vous, quels sont les principaux polluants affectant ces ressources d'eau ? En premier ? Et en deuxième ? »



© Institut Terram, mars 2025

Note : les personnes interrogées ont été invitées à identifier les principaux polluants affectant les ressources en eau en France parmi cinq options proposées. Elles devaient en sélectionner deux et les classer par ordre de priorité, en désignant un premier et un second choix. L'analyse des résultats repose sur le total des réponses attribuées à ces deux premiers choix.

III. Gouvernance de l'eau, une exigence de proximité

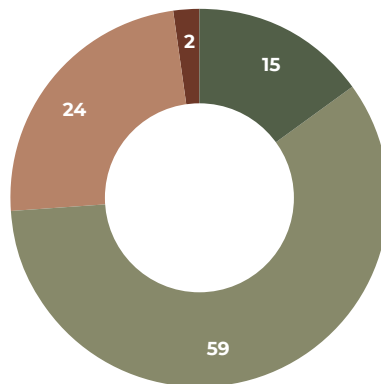
1. Une demande de politiques hydriques mieux adaptées aux spécificités territoriales

L'eau est un enjeu stratégique pour les territoires. Les disparités hydriques et les inégalités dans l'accès et la gestion de l'eau révèlent les limites d'une approche uniforme. Entre les régions souffrant de stress hydrique et celles bénéficiant d'une ressource plus abondante, entre les zones urbaines bien équipées et les espaces ruraux aux infrastructures parfois obsolètes, il est nécessaire de penser les politiques de l'eau en fonction des réalités locales.

Selon nos données, une forte majorité de Français perçoit des disparités territoriales dans l'accès et la gestion de l'eau. Trois répondants sur quatre (74 %) estiment que « dans certains territoires comme les zones rurales ou montagneuses, les infrastructures d'accès aux ressources en eau sont moins développées et moins entretenues qu'ailleurs ». Fait notable, cette perception est davantage partagée par les habitants des zones urbaines (78 %) que par ceux des zones rurales (70 %) – bien qu'elle reste à un niveau élevé dans les deux cas.

Graphique 9. Disparités perçues dans l'accès à l'eau selon le territoire (en %)

Question : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : "Dans certains territoires comme les zones rurales ou montagneuses, les infrastructures d'accès aux ressources en eau sont moins développées et moins entretenues qu'ailleurs." »



Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt en désaccord
 Pas du tout d'accord

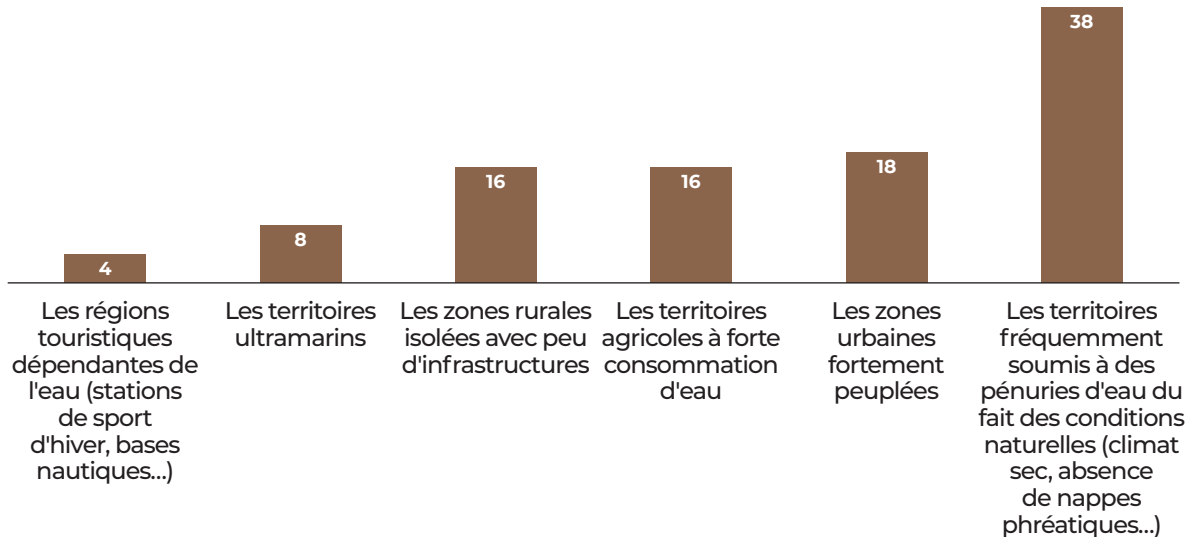
© Institut Terram, mars 2025

Globalement, ce ressenti alimente une demande d'adaptation des politiques publiques aux spécificités locales. Ainsi, une majorité des personnes interrogées (51 %) souhaitent que les solutions soient « adaptées aux spécificités locales des territoires »,

tandis que 29 % des sondés défendent une « approche uniforme sur l'ensemble du territoire afin d'assurer une égalité de traitement des citoyens ». Enfin, un cinquième des répondants (20 %) déclare « ne pas savoir ».

Graphique 10. Gestion de l'eau et financements : tensions autour de la priorisation des territoires (en %)

Question : « *Quels types de territoires devraient, selon vous, être prioritaires dans les politiques de gestion de l'eau et dans les financements ? En premier ?* »



© Institut Terram, mars 2025

Note : les personnes interrogées ont été invitées à désigner le type de territoire qui, selon elles, devrait être prioritaire dans les politiques de gestion de l'eau et dans les financements. Elles devaient sélectionner un seul choix parmi les six options proposées. L'analyse des résultats repose sur le total des réponses exprimées pour ce premier choix.

Si les préférences en matière de priorisation des territoires dans les politiques de gestion de l'eau et les allocations financières font l'objet de divergences, ces orientations sont peu conditionnées par le cadre de vie des individus. Ainsi, les habitants des zones urbaines tendent à privilégier les grandes agglomérations (20 % contre 18 % en moyenne),

tandis que ceux des territoires ruraux sont légèrement plus enclins à défendre les spécificités de leurs propres espaces (18 % contre 16 %). Ces écarts modestes témoignent que la crise hydrique est perçue comme un enjeu multidimensionnel nécessitant des réponses diversifiées en fonction des réalités territoriales.

2. Quel impact perçu des actions des acteurs publics et privés sur les territoires ?

La gestion des ressources en eau mobilise une pluralité d'acteurs à différentes échelles : internationale, nationale et locale. Les organisations internationales, telles que l'ONU, fixent des objectifs globaux. Dans les pays en émergence, les banques de développement contribuent au financement de projets visant à garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. L'Union européenne joue un rôle clé en définissant des

cadres réglementaires et en soutenant des initiatives à travers ses directives et ses financements. Les États et les collectivités territoriales, quant à eux, définissent et appliquent des politiques de régulation, de distribution et de préservation des ressources hydriques. Les entreprises privées, en particulier celles spécialisées dans la distribution et le traitement de l'eau, jouent un rôle central d'opérateurs de services en lien avec leurs autorités organisatrices publiques. Parallèlement, les associations et les ONG agissent comme des relais essentiels, sensibilisant les populations aux enjeux de l'eau et défendant une gestion durable.

Lorsqu'on interroge les Français sur les acteurs ayant le plus d'impact dans la gestion de l'eau sur leur territoire, les collectivités locales apparaissent en première position. Ainsi, 29 % des répondants placent en tête les mairies et communautés de communes, devant l'État (22 %) et les entreprises du secteur de l'eau (17 %). Suivent les entreprises industrielles (10 %), les exploitations agricoles (9 %), l'Union européenne (7 %) et, enfin, les citoyens et associations citoyennes (6 %).

Quelle que soit la typologie des territoires, les collectivités locales sont perçues comme les principaux acteurs de la gestion de l'eau. Toutefois,

les données varient en fonction de certaines caractéristiques sociologiques, notamment l'âge. Les jeunes de moins de 35 ans accordent un poids plus important à l'État (30 %, contre 22 % en moyenne), tandis qu'ils attribuent un rôle moindre aux collectivités territoriales (13 %, contre 29 %). À l'inverse, les personnes âgées de 60 ans et plus privilégient largement le rôle des collectivités locales (41 %) et relativisent celui de l'État (16 %). La perception des entreprises du secteur de l'eau évolue également selon le même critère : elles ont un rôle plus important dans la gestion de l'eau selon les plus de 60 ans (20 %, contre 17 % en moyenne), soit quatre points de plus que chez les moins de 35 ans (16 %).

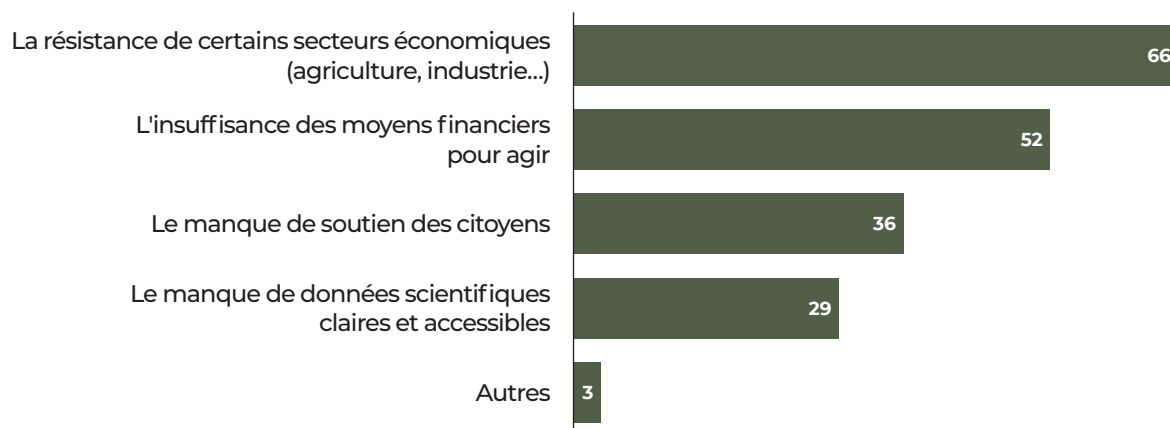
3. Collectivités et entreprises de l'eau : un choix privilégié pour gérer la crise hydrique face à la défiance envers l'État

Au-delà de l'impact des acteurs sur la gestion de la crise de l'eau, la question de la confiance accordée à ces derniers est un enjeu central. Dans quelle mesure les Français estiment-ils que ces acteurs sont capables de gérer efficacement la crise hydrique ?

Les résultats révèlent une hiérarchie nette. En tête, les collectivités locales (mairies et communautés de communes) bénéficient d'un fort capital de confiance : 71 % des Français leur font confiance. Suivent les citoyens et associations citoyennes (64 %) ainsi que les entreprises de l'eau (60 %). Les autres acteurs semblent souffrir d'un déficit de crédibilité auprès de la population et inspirent bien moins confiance : 42 % pour les entreprises agricoles, 36 % pour l'État, 35 % pour l'Union européenne et 23 % pour les entreprises industrielles (23 %).

Graphique II. Résistance économique et manque de moyens : les deux principaux obstacles à l'action des élus locaux selon les Français (en %)

Question : « Certains élus locaux peinent à imposer des mesures face à la crise hydrique. Quelles en sont, selon vous, les principales raisons ? (plusieurs réponses possibles) »



© Institut Terram, mars 2025

Note : les personnes interrogées avaient la possibilité de choisir plusieurs réponses. L'analyse des résultats repose sur le total de ces réponses.

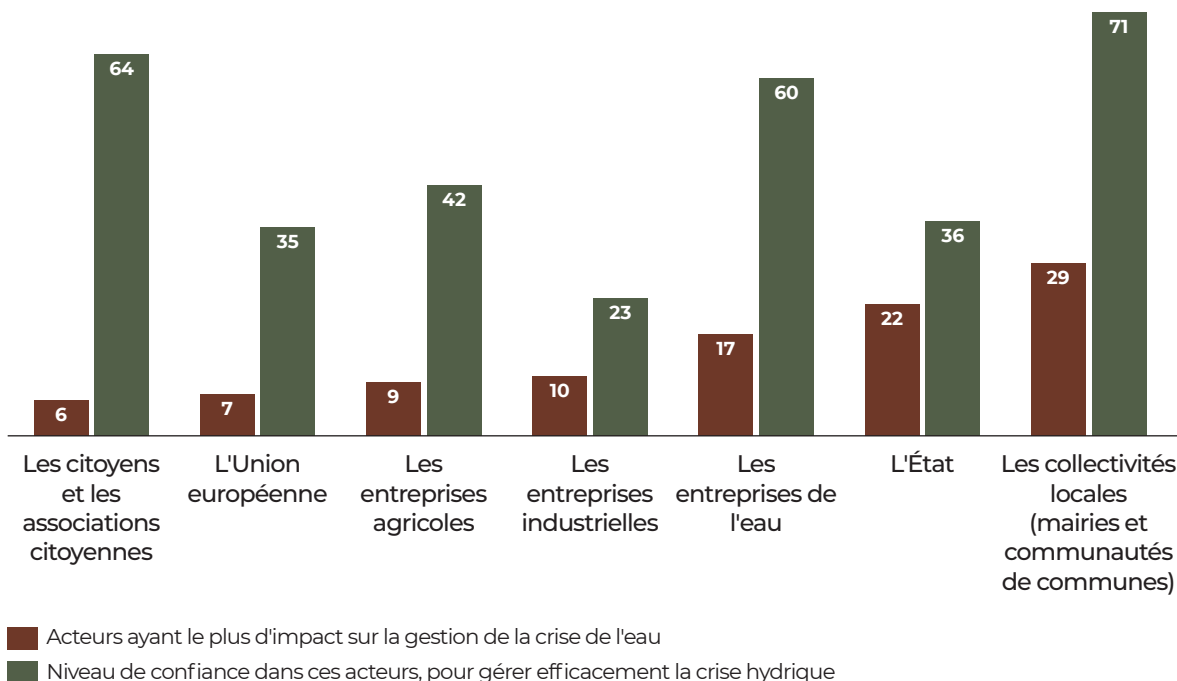
La confiance dans les collectivités territoriales est maximale au centre de l'échiquier politique (82 %) et s'étiolé à mesure que l'on se dirige vers les marges électorales. La confiance dans les entreprises de l'eau est plus importante chez les proches des Républicains (71 %) et chez ceux du bloc central (68 %), alors qu'elle est plus faible chez les proches d'EELV bien que majoritaire (53 %). Les proches du PS (63 %) et de LFI (64 %) se trouvent pour leur part dans une position intermédiaire. Les associations de citoyens inspirent une plus grande confiance chez les proches de LFI (72 %), du PS (74 %) et d'EELV (76 %). La confiance envers l'État est quant à elle très élevée chez les proches de Renaissance (70 %) mais décroît rapidement à mesure que l'on s'éloigne du centre, pour

atteindre 34 % chez les proches de LFI et 24 % chez les proches du RN. Concernant les entreprises agricoles, la confiance est la plus élevée chez les proches du RN (51 %) alors qu'elle chute à 30 % chez les proches d'EELV.

Au regard de ces différents résultats, deux catégories d'acteurs émergent comme des piliers de la gestion de l'eau dans les territoires, à la fois pour leur impact perçu et pour la confiance qu'ils suscitent : les collectivités territoriales et les entreprises de l'eau. Ils apparaissent comme les interlocuteurs privilégiés des Français dans cette crise, capables d'incarner des solutions crédibles et de fédérer une part importante de la population autour de leur action.

Graphique 12. Perception de l'impact des différents acteurs dans la gestion de la crise de l'eau et niveau de confiance dans ces acteurs pour gérer efficacement la crise hydrique (en %)

Questions : « À votre avis, quel acteur a le plus d'impact sur la gestion de l'eau dans les territoires ? En premier ? » / « Pour chacun des acteurs suivants, dans quelle mesure leur faites-vous confiance pour gérer efficacement la crise hydrique ? »



© Institut Terram, mars 2025

Lecture : ce graphique met en lumière la perception de l'impact et du niveau de confiance accordé aux différents acteurs dans la gestion de la crise de l'eau. Les collectivités locales sont les acteurs en qui les citoyens ont le plus confiance (71 %) et elles sont aussi perçues comme ayant le plus d'impact (29 %). Les entreprises de l'eau bénéficient d'un bon niveau de confiance (60 %) et d'un impact perçu non négligeable (17 %). Les citoyens et associations citoyennes inspirent également une forte confiance (64 %), mais leur impact reste très faible (6 %). À l'inverse, l'État est reconnu pour son impact (22 %) mais suscite une confiance bien plus mitigée (36 %).

IV. Quelles réponses face à la crise de l'eau ?

1. Sur la gestion de la quantité d'eau : priorité à la réutilisation et à l'évolution des pratiques économiques

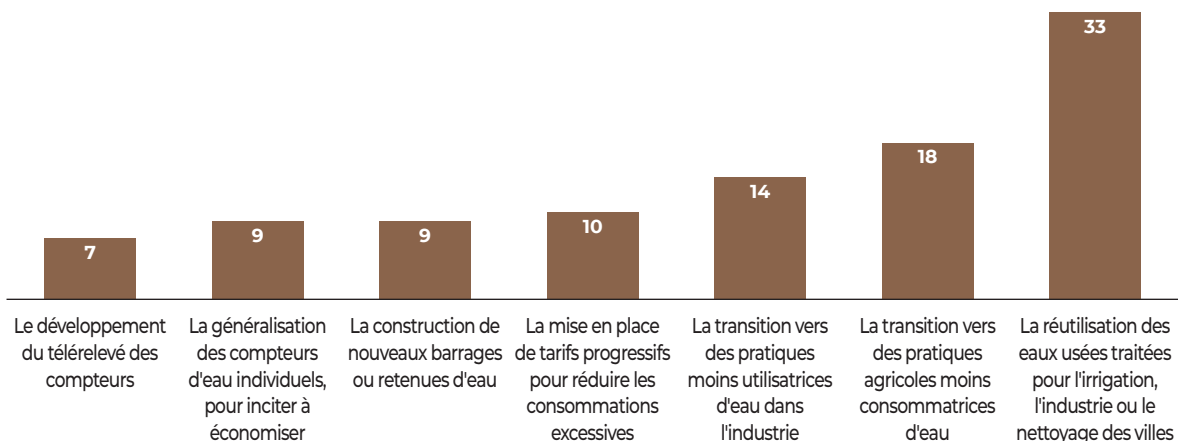
Alors que le pays a connu des épisodes de restriction sans précédent en 2022 et 2023, il est impératif de trouver des réponses adaptées à la question de l'eau. Quelles stratégies adopter pour faire face à cette crise ? Quelles mesures peuvent être mises en place pour garantir un accès à l'eau pour tous tout en préservant les écosystèmes ? Identifier les solutions les plus efficaces – autant sur les enjeux de la quantité que de la qualité de l'eau – et analyser leurs dynamiques d'adhésion sont essentiels pour assurer une gestion durable et acceptée de cette ressource vitale.

En ce qui concerne le fait d'agir sur la quantité d'eau disponible, la solution la plus plébiscitée par les personnes interrogées (33 %) est la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation, l'industrie et le nettoyage urbain. Cette orientation traduit un certain réalisme face aux défis de la ressource hydrique : au lieu de chercher à capter davantage d'eau par des infrastructures lourdes, l'idée de mieux valoriser les volumes déjà utilisés séduit une partie importante de la population.

Les Français privilégient ensuite des évolutions sectorielles dans les grands secteurs consommateurs d'eau. Ainsi, 18 % des sondés citent en premier la transition vers des pratiques agricoles moins utilisatrices d'eau, tandis que 14 % optent pour la réduction des besoins en eau dans l'industrie.

Graphique 13. Mesure jugée la plus efficace pour agir sur la quantité d'eau disponible (en%)

Question : « Pour lutter contre la crise hydrique, des solutions techniques et comportementales existent. Parmi les pistes suivantes, lesquelles seraient selon vous les plus efficaces pour agir sur la quantité d'eau disponible ? En premier ? »



© Institut Terram, mars 2025

Note : les personnes interrogées ont été invitées à identifier les solutions les plus efficaces pour agir sur la quantité d'eau disponible. Elles devaient sélectionner un seul choix parmi les sept options proposées. L'analyse des résultats repose sur le total des réponses exprimées pour ce premier choix.

Les mesures visant directement les citoyens sont en revanche jugées moins pertinentes. Seulement 10 % des répondants se montrent favorables à l'instauration de tarifs progressifs pour réduire les consommations excessives et 9 % estiment que la généralisation des compteurs individuels pour inciter à économiser pourrait constituer une solution efficace. Cette hiérarchie traduit une réticence à imposer une pression financière ou une régulation trop stricte sur les usages domestiques. D'autres mesures, plus infrastructurelles, apparaissent comme des options minoritaires. Ainsi, 9 % des personnes interrogées plébiscitent la construction de nouveaux barrages ou retenues d'eau, tandis que l'optimisation des consommations *via* le télérelevé des compteurs n'est mentionnée que de manière marginale (7 %).

Les données de notre enquête révèlent un éparpillement des solutions proposées par les répondants. Cette diversité reflète une réalité incontournable : l'importance capitale du diagnostic territorial préalable puisqu'il n'existe pas de « formule magique » universelle face à cette problématique complexe.

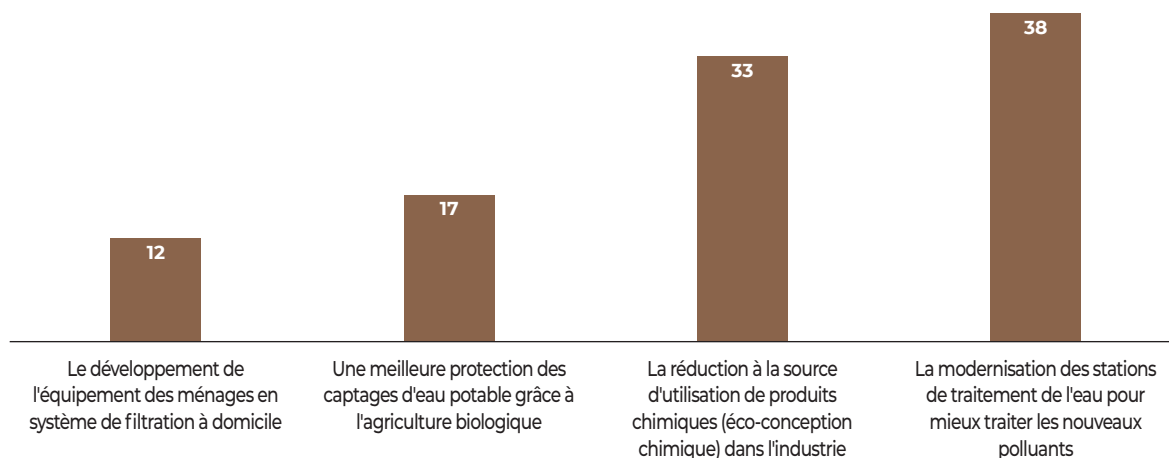
2. Sur la qualité de l'eau : priorité à la modernisation des infrastructures et à la réduction des polluants

Au-delà de la quantité d'eau disponible, les Français expriment une forte préoccupation quant à sa qualité. Sur ce sujet, la solution la plus largement soutenue par les sondés est la modernisation des stations de traitement d'eau potable (38 %), traduisant une confiance marquée envers les technologies capables de résoudre les problèmes liés aux polluants chimiques et pharmaceutiques. Vient ensuite la réduction à la source des substances chimiques dans l'industrie, grâce à l'écoconception (33 %), une approche qui vise à réduire le recours à des matières premières complexes et à limiter les pollutions à leur origine.

Enfin, 17 % des répondants plébiscitent la protection des captages d'eau potable grâce à l'agriculture biologique, tandis que 12 % soutiennent l'équipement des ménages en systèmes de filtration à domicile.

Graphique 14. Mesure jugée la plus efficace pour agir sur la qualité de l'eau disponible (en%)

Question : « Pour lutter contre la crise hydrique, des solutions techniques et comportementales existent. Parmi les pistes suivantes, lesquelles seraient selon vous les plus efficaces pour agir sur la qualité de l'eau disponible ? En premier ? »



© Institut Terram, mars 2025

Note : les personnes interrogées ont été invitées à identifier les solutions les plus efficaces pour agir sur la qualité d'eau disponible. Elles devaient sélectionner un seul choix parmi les quatre options proposées. L'analyse des résultats repose sur le total des réponses exprimées pour ce premier choix.

3. Des Français prêts à agir, mais pas à n'importe quel prix

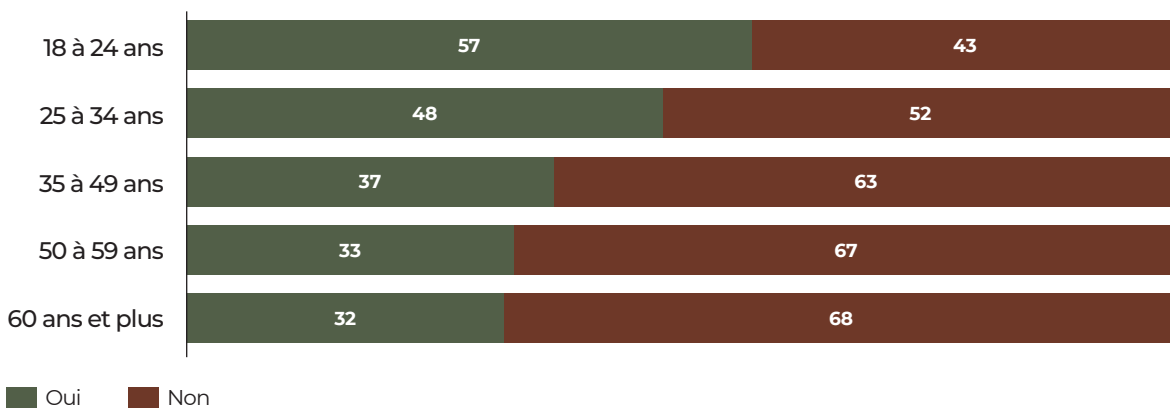
Un point central émerge de l'étude : si les Français rejettent l'idée que la crise de l'eau puisse être résolue uniquement par des efforts individuels, cela ne signifie pas pour autant qu'ils refusent d'agir. En effet, huit répondants sur dix déclarent être prêts à réduire leur consommation domestique (80 %) et se disent disposés à accepter des restrictions strictes d'usage en période de stress hydrique (82 %).

Ce consensus illustre une volonté d'adaptation et une conscience collective de la nécessité de modifier les comportements.

Toutefois, si les Français se disent prêts à modifier leurs comportements, ils refusent que l'effort pèse exclusivement sur eux, en particulier sur leur portefeuille. Dès lors, les politiques publiques devront arbitrer entre incitations économiques, investissements massifs dans les infrastructures et régulation plus stricte des acteurs économiques pour répondre à cette crise.

Graphique 15. Les jeunes, bien plus disposés que leurs aînés à payer pour une eau de meilleure qualité (en %)

Question : « Et vous personnellement, seriez-vous prêt à payer davantage pour un service d'eau de meilleure qualité et plus durable ? »



© Institut Terram, mars 2025

“

Alors que le pays a connu des épisodes de restriction sans précédent en 2022 et 2023, il est impératif de trouver des réponses adaptées à la question de l'eau. Identifier les solutions les plus efficaces – autant sur les enjeux de la quantité que de la qualité de l'eau – et analyser leurs dynamiques d'adhésion sont essentiels pour assurer une gestion durable et acceptée de cette ressource vitale.

”

Conclusion

Une crise de l'eau multidimensionnelle et des réponses à adapter aux réalités territoriales

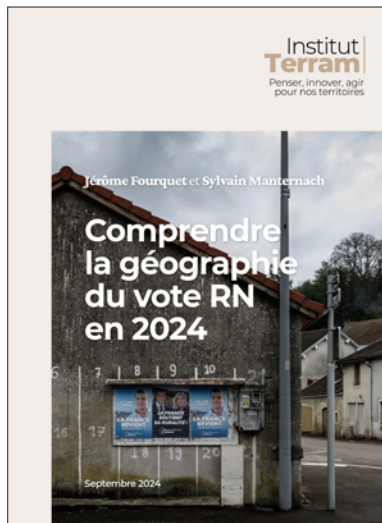
Cette enquête révèle que la question de l'eau constitue une réelle inquiétude pour les Français, qui perçoivent une crise déjà en cours. Loin d'être un enjeu isolé, la crise de l'eau englobe plusieurs problématiques aux conséquences interdépendantes. La dégradation de la qualité des ressources, les épisodes récurrents de sécheresse, les risques accrus d'inondations, la hausse du prix de l'eau pour les consommateurs ou encore les tensions croissantes entre différents usages sont autant de sujets qui préoccupent nos concitoyens.

Cette situation s'accompagne d'un regard critique sur la gestion actuelle de l'eau, marqué par deux préoccupations majeures. La première concerne une communication institutionnelle jugée insuffisante, freinant la sensibilisation et l'appropriation des enjeux par les citoyens. Or, une gestion durable de l'eau ne peut être efficace sans une véritable implication du grand public. Sensibilisation et formation apparaissent ainsi comme des leviers essentiels pour mieux faire comprendre les enjeux et encourager des comportements plus responsables. La seconde préoccupation porte sur le manque de prise en compte des spécificités locales dans l'élaboration des solutions. Face à des réalités territoriales diverses, la demande d'une approche plus ancrée dans les contextes régionaux est forte.

Dans ce contexte, deux acteurs sont identifiés comme essentiels pour répondre aux défis de l'eau : les collectivités territoriales, perçues comme les mieux placées pour adapter les solutions aux spécificités locales, et les grandes entreprises de l'eau, connues pour leurs capacités d'innovation et d'investissement. Toutefois, ces solutions doivent s'inscrire dans un cadre de sobriété hydrique, qui ne repose pas uniquement sur des restrictions en période de crise, mais sur une transformation structurelle des pratiques : diminution des gaspillages, optimisation des usages dans l'agriculture et l'industrie, réduction à la source des polluants et adoption de solutions permettant de préserver durablement la ressource.

Ces résultats soulignent la nécessité d'une approche différenciée et pragmatique. Si le constat d'urgence est largement partagé, les réponses ne peuvent être uniformes ni descendantes. L'État et les collectivités doivent intégrer les spécificités territoriales et l'expérience des habitants pour concevoir des politiques à la fois efficaces et acceptables socialement. La gestion de la crise de l'eau ne peut reposer sur des injonctions individuelles ou des mesures coercitives, mais nécessite une transformation structurelle combinant innovation, régulation, sobriété et transparence. En ce sens, la mobilisation conjointe des collectivités, des entreprises, des citoyens et de l'État sera déterminante pour répondre à cet enjeu majeur du XXI^e siècle.

Dernières parutions





Soutenir l'Institut Terram

Fondé en 2024, l'Institut Terram est une association de loi 1901 d'intérêt général à but non lucratif. L'appui des entreprises et des particuliers joue un rôle essentiel dans le développement de ses activités.

Les contributions permettent de mener à bien la réalisation et la diffusion de recherches visant à comprendre les transformations et les dynamiques territoriales à l'œuvre. Les adhérents peuvent être associés à cette réflexion. Le soutien des donateurs permet également de rendre accessible gratuitement l'intégralité des travaux de l'institut : monographies, études de cas, cartographies, enquêtes d'opinion, podcasts. Les événements organisés partout en France sont ouverts au public. Enfin, la diversité des sources de financement garantit la liberté d'action de l'institut, exempte de toute forme de dépendance ou d'influence extérieure.

Comment nous soutenir ?

Devenir adhérent

Pour les entreprises, il est possible d'adhérer à l'Institut Terram en s'acquittant d'une cotisation annuelle. Les entreprises adhérentes peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt sur les sociétés (ou le cas échéant sur l'impôt sur le revenu) au titre de leur cotisation, à hauteur de 60 %, dans la limite de 20 000 euros, ou 0,5 % du chiffre d'affaires hors taxe si ce dernier montant est plus élevé – au-delà de ce plafond, l'excédent est reporté sur les cinq exercices suivants et ouvre droit à la réduction d'impôt dans les mêmes conditions (article 238 *bis* du Code général des impôts).

Faire un don

Pour les particuliers

Les dons des particuliers peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable – au-delà de ce plafond, l'excédent est reporté sur les 5 années suivantes et ouvre droit à la réduction d'impôt dans les mêmes conditions (article 200 du Code général des impôts).

Exemple : un don de 100 euros coûte 34 euros après réduction d'impôt.

Pour les entreprises

Les dons des personnes morales de droit privé assujetties à l'impôt sur les sociétés (ou à l'impôt sur le revenu) peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt de 60 % pris dans la limite de 20 000 euros ou 0,5 % du chiffre d'affaires hors taxe si ce dernier montant est plus élevé – au-delà de ce plafond, l'excédent est reporté sur les cinq exercices suivants et ouvre droit à la réduction d'impôt dans les mêmes conditions (article 238 *bis* du Code général des impôts).

Pour toutes questions relatives aux modalités d'adhésion
ou aux dons, contactez-nous directement :

contact@institut-terram.org

Antoine Bristielle

Eau sous tension : les Français face aux défis hydriques de leurs territoires

L'eau est au centre d'une crise multidimensionnelle : environnementale, économique, sociétale, sanitaire... En France, les tensions liées à l'accès, à la qualité et à la gestion de l'eau se sont exacerbées sous l'effet combiné d'une mauvaise gestion de la ressource, du changement climatique, de l'urbanisation croissante, de l'évolution des pratiques d'aménagement des sols et de ses usages concurrents. La multiplication des épisodes de sécheresse prolongée, l'intensification des inondations et la dégradation de la qualité de l'eau dans de nombreux territoires sont autant de signaux d'alerte attestant de la pression exercée sur le cycle hydrologique. Par ailleurs, les conflits d'usage, parfois marqués par des confrontations violentes, comme en témoigne le cas de Sainte-Soline, illustrent la sensibilité des questions de justice autour du partage de la ressource.

Dans l'opinion, les inquiétudes relatives à l'eau s'avèrent plurielles et imbriquées : qualité de l'eau potable, accès à la ressource, augmentation des catastrophes naturelles ou encore inégalités territoriales. Ces préoccupations sont façonnées par divers facteurs, notamment l'expérience individuelle des citoyens face aux tensions hydriques, la vulnérabilité différenciée des territoires, ainsi que des clivages socio-économiques et politiques. L'analyse des dynamiques de confiance à l'égard des acteurs de la gestion de l'eau – État, Union européenne, collectivités locales, entreprises (publiques ou privées), associations et citoyens – constitue également un axe clé pour comprendre les adhésions et les résistances aux politiques publiques en la matière.

En identifiant les obstacles rencontrés et le degré d'acceptabilité de différentes mesures, cette étude s'attache à éclairer les attentes des Français en matière de gouvernance et d'action publique autour de l'eau. Elle a été menée auprès de 5 000 Français âgés de 18 ans et plus. La représentativité a été assurée par la méthode des quotas, prenant en compte le genre, l'âge, la catégorie socioprofessionnelle et la région de résidence. Le questionnaire a été administré en ligne *via* le panel Ipsos « Interactive Survey » du 24 au 29 janvier 2025. Grâce à cet échantillon de grande ampleur, les résultats bénéficient d'une robustesse statistique permettant une analyse fine des perceptions selon les profils sociodémographiques et politiques.

institut-terram.org

